

## Communiqué de presse

(15 novembre 2017) - Le 11 octobre dernier, lors du vote du budget supplémentaire de la Nouvelle-Calédonie, le gouvernement avait annoncé aux membres du congrès que les recettes fiscales constatées étaient 4% inférieures à ce qui avait été prévu un an plus tôt.

A ce problème s'est ajouté le fait que le Haut-Commissaire, le 24 octobre, s'est opposé à ce qu'un gouvernement « *en affaires courantes* » conclut avec l'AFD l'emprunt de 4,7 milliards FCFP prévu au budget.

**Or, cet emprunt venait financer des dépenses qui ont été, elles, exécutées conformément au budget voté.**

Il en résulte un « *trou* » imprévisible dans la trésorerie de la Nouvelle-Calédonie.

Par contrecoup, la Nouvelle-Calédonie ne verse plus dans des délais normaux aux provinces leurs dotations légales, plaçant donc les provinces en grande difficultés, ce qu'ont confirmé la semaine dernière les présidents des provinces Nord et des îles Loyauté à l'occasion de leurs « *débats d'orientations budgétaires* ».

**La province Sud a, pour sa part, été en rupture de trésorerie la semaine dernière**, et a donc dû différer certains règlements durant quelques jours, le temps de mobiliser une ligne de trésorerie ouverte auprès d'établissements bancaires de la place.

**Cet emprunt de court terme de 4,8 milliards FCFP**, qui a un coût pour la province et qui ne pourra pas être reconduit, **témoigne de la volonté de la collectivité de pallier les conséquences de la situation au gouvernement, sans pénaliser les entreprises ou associations qui travaillent pour la province ou qui bénéficient de ses subventions.**

Pour autant, **si la situation de blocage du gouvernement devait perdurer, la province pourrait être contrainte de différer le paiement de certains fournisseurs.**